



Michel David : Aucune amitié ne peut reposer sur l'exploitation *Page B 3*

Manon Cornellier sur les prétentions de Harper sur l'Alberta verte *Page B 2*

Philosophie : Noël demeure encore fortement porteur de signification *Page B 6*

PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 20 ET DIMANCHE 21 DÉCEMBRE 2014



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre Yves Bolduc ne voit pas de lien entre le nombre d'élèves par classe et la réussite scolaire.

ÉDUCATION

Le réel effet des ratios

Parmi une série de mesures considérées comme des « vaches sacrées », Québec remet sur la table de négociation les ratios maître/élèves, alléguant qu'ils n'ont pas les effets escomptés sur la réussite. Les recherches ne sont toutefois pas aussi catégoriques. Qu'en est-il vraiment? Tour d'horizon.

LISA-MARIE GERVAIS

Les enseignants étaient déjà gonflés à bloc en voyant leurs conditions de travail attaquées, on ne s'étonne pas de la forte réaction suscitée par les commentaires du ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, démontrant l'inefficacité de la mesure. « En diminuant les ratios, il n'y a pas eu d'effet au niveau de la réussite scolaire », a-t-il déclaré cette semaine pour justifier sa proposition.

Le ministre n'a cité aucune étude en particulier, mais a dit s'appuyer sur une référence du rapport sur les commissions scolaires, réalisé par Pauline Champoux-Lesage et rendu public en mai dernier. « Pour que ça vaille la peine, il faudrait descendre [les ratios] beaucoup plus bas », a-t-il brièvement rapporté. Le gouvernement n'a toutefois pas nié que la mesure semblait avoir tout de même un effet important au préscolaire et au premier cycle du primaire.

Ces ratios maître/élèves, qui régissent le nombre maximal d'enfants dans une classe, avaient d'abord été implantés en 2000 par l'ex-ministre de l'Éducation François Legault, sous le gouvernement péquiste. Dans son plan « L'école, j'y tiens », lancé en 2009, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne avait fortement encouragé ce principe, l'étendant à tous les niveaux, les baissant particulièrement

dans les milieux défavorisés. Les baisses de ratio ont coté 179 millions, selon le rapport Champoux-Lesage.

Peu d'études

Bernard Tremblay, le président du comité patronal des négociations avec les enseignants dans le secteur francophone, rappelle que la décision de remettre sur la table les ratios vient plutôt d'un constat sur le terrain, au terme d'une tournée auprès des directions d'école et des commissions scolaires. « Ils disent que ça produit des effets au préscolaire et au premier cycle du primaire et que ça semble correspondre avec les études ailleurs dans le monde. Par contre, aux dernières négos, on a baissé le ratio d'un élève par classe au premier cycle du secondaire et toutes les études internationales semblent dire que ça ne donne pas d'effets », a-t-il soutenu.

Et au Québec, la chose a-t-elle été étudiée pour les 2^e et 3^e cycles et le secondaire? « On n'a pas d'études. Il y a des analyses qui ont été faites, 70 études ont été recensées, et les constats communs étaient que normalement ça fonctionne surtout au début du parcours scolaire. » Selon lui, il n'est pas facile de tirer un constat « assez ferme et clair ». « Si on attendait d'avoir une étude précise là-dessus, ça nous amènerait dans 20 ans. » Et, faute d'étude précise, « si on est pour ne rien questionner, on va au moins demander que les gens sur le rap-

port Champoux-Lesage, a analysé deux tendances dans la recherche. La première, plus économétrique, cherche à tout prix à contrôler le plus de variables possible pour isoler l'effet des ratios. Les résultats ont plutôt tendance à montrer que les petites classes ont peu d'impact, ou que, s'il y en a, il est peu significatif. Cela est effectivement peut-être dû au fait que de petites réductions du nombre d'élèves par classe ne font pas une grosse différence.

Un impact positif

La recension des « 70 études » et les « analyses » dont M. Tremblay parle sont celles de Claire Lapointe, chercheuse en sciences de l'éducation. Cette professeure à l'Université Laval est l'auteure principale de cette étude que le ministère (MELS) a commandée en 2008 au Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire, tout juste avant que le gouvernement libéral n'aille de l'avant avec l'implantation des ratios. Sans faire une méta-analyse, elle a recensé un grand nombre de recherches faites sur le sujet. « La conclusion générale des études est que, oui, la dimi-

Une réduction de la taille des classes permet aux professeurs d'enseigner « différemment »

duction du ratio maître/élèves a un impact positif sur la réussite scolaire », affirme-t-elle. Et en effet, c'est particulièrement vrai au préscolaire et au premier cycle du primaire, mais également en milieux défavorisés et dans les milieux où il y a beaucoup d'enfants qui ne parlent pas la langue d'enseignement.

« Peu d'études ont été réalisées pour le secondaire », ajoute-t-elle, hormis celle de l'économiste français Thomas Piketty, qui avait constaté que les faibles ratios avaient un impact positif sur la réussite des élèves des lycées en milieu défavorisés. « Les populations fragiles le demeurent tout le long de leur scolarisation. »

M^{me} Lapointe, qui faisait aussi partie du comité du rap-

port Champoux-Lesage, a analysé deux tendances dans la recherche. La première, plus économétrique, cherche à tout prix à contrôler le plus de variables possible pour isoler l'effet des ratios. Les résultats ont plutôt tendance à montrer que les petites classes ont peu d'impact, ou que, s'il y en a, il est peu significatif. Cela est effectivement peut-être dû au fait que de petites réductions du nombre d'élèves par classe ne font pas une grosse différence.

L'observation

L'autre courant relève davantage de la psychologie et se base sur des observations expérimentales, qui concluent le plus souvent à un impact significatif des petites classes. Pour peu qu'on réussisse à isoler l'effet des ratios — et c'est là toute la difficulté, disent toutes les études —, les effets semblent bénéfiques.

Avec de petits groupes, l'enseignant passe moins de temps à la gestion de classe, l'enseignement est plus individualisé, les enfants se sentent plus reconnus et la relation enseignant-parent s'en trouve même améliorée.

La chercheuse et conseillère du ministère de l'Éducation en Ontario, Nina Bascia, est arrivée au même constat dans ses plus récentes recherches. Une réduction de la taille des classes permet aux enseignants d'enseigner « différemment » et de développer diverses méthodes plus

VOIR PAGE B 2 : RATIO

Lire aussi : Panne d'évaluation. L'éditorial de Josée Boileau. *Page B 5*

Cuba à la recherche de sa nouvelle ère

Le régime est-il prêt à faire sa révolution ?

GÉRARD THOMAS

Dans un discours « historique », Barack Obama a annoncé mercredi soir que les États-Unis et Cuba allaient renouer leurs relations diplomatiques après 53 ans de conflit entre Washington et l'île castriste.

La vie des Cubains va-t-elle changer? Pas à court terme en tout cas. Au-delà de l'effet de surprise télévisuellement orchestré mercredi soir par Barack Obama à Washington et Raúl Castro à La Havane, les 11,1 millions de Cubains englués dans d'inextricables difficultés économiques aggravées en 1991 par le démembrement du grand frère soviétique puis, plus récemment, par les soubresauts d'un Venezuela ami aux prises avec la baisse des cours du pétrole dont il est producteur, vont continuer à tirer le diable par la queue pour pouvoir survivre.

Les Cubains attendent avec impatience l'ouverture au monde

D'autant que les devises manquent cruellement dans l'île pour acheter les produits de première nécessité, comme le maïs, les haricots ou l'huile au Canada, au Brésil ou à la Chine, du riz au Vietnam et même — depuis les mesures d'assouplissement de l'embargo sur les produits alimentaires — de la viande et des produits textiles aux États-Unis. En *cash* et avant même l'embarquement des denrées dans les ports états-unis.

Mais la porte est néanmoins entrouverte à des relations de meilleur voisinage — Cuba est en effet situé à quelque 140 kilomètres des côtes de la Floride — plus compatibles avec un monde civilisé. Une possibilité offerte, comme à la grande époque des échanges d'espions des deux camps à Charlie Check Point de Berlin séparé entre Est et Ouest, par un retour de trois agents cubains à La Havane, d'un pseudo-homme d'affaires américain et d'un vrai trans-fuge cubain à Washington.

Assiste-t-on à un vrai tournant ?

Tout en se gardant de surinterpréter une annonce avant tout politique et presque symbolique, on peut dire que la décision commune des États-Unis et de Cuba marque la fin d'un XX^e siècle de confrontation idéologique entre un castro-marxisme depuis longtemps à l'agonie et un libéralisme politique et économique qui peine également à nourrir ses populations et à endiguer la misère. Les Cubains — et surtout les jeunes qui ne sont plus perméables aux discours « révolutionnaire » de leurs vieux dirigeants — attendent avec impatience l'ouverture au monde, à la civilisation du hamburger, du dollar roi et surtout aux investissements nord-américains qui pourraient décoller de cette détente. Les secteurs de l'immobilier, du tourisme et du bâtiment devraient notamment

VOIR PAGE X X : CUBA



AGENCE FRANCE-PRESSE
Raul Castro lors de son allocution télévisée à la nation cette semaine

De la frime

MANON CORNELLIER
à Ottawa



Le premier ministre Stephen Harper est avaré d'entrevues, même en fin d'année. Il choisit ses interlocuteurs et prépare ses messages. L'exercice est généralement prévisible et ennuyeux, à moins qu'il soit entraîné sur un terrain où il est peu à l'aise.

L'un d'eux est sans l'ombre d'un doute celui de la lutte contre les changements climatiques. Poussé cette semaine par le chef d'antenne de la CBC, Peter Mansbridge, M. Harper a tenté de sauver la face en donnant l'impression qu'il n'est pas l'empêcheur de tourner en rond qu'on dit et qu'il pourrait même être pour une taxe sur le carbone. Oui, oui, vous avez bien lu, une taxe sur le carbone.

M. Mansbridge s'est plu à rappeler à M. Harper le discours qu'il a fait à Berlin en 2007. Il avait alors dit que, « pour les générations futures, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour régler ce problème mondial. Et c'est pourquoi les Canadiens devraient jouer un rôle de premier plan pour relever ce défi ».

A-t-il tenu parole? Il affirme que oui parce que les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont diminué au Canada depuis 2008. Il omet de dire cependant que la dernière récession y est pour beaucoup, que le crédit revient d'abord aux provinces (comme l'a fait remarquer le commissaire à l'environnement et au développement durable) et que, depuis 2010, les émissions canadiennes stagnent. De plus, selon les dernières prévisions du ministère de l'Environnement, elles vont augmenter à la fin de la décennie et faire en sorte que le Canada ratra les objectifs fixés par son gouvernement.



C'est toutefois sa référence à l'expérience albertaine en matière de lutte contre les changements climatiques qui a surpris et qui est à marquer d'une pierre blanche. Depuis 2011, les conservateurs pourfendent la politique du Nouveau Parti démocratique de plafonds et d'échange de crédits d'émission, l'assimilant à une taxe sur le carbone. Et voilà que leur chef s'y montre soudainement favorable. Il ne peut dire le contraire, car c'est exactement ce qu'impose l'Alberta à ses grands émetteurs de GES.

M. Harper s'est aventuré sur cette voie lorsqu'il s'est retrouvé coincé par une question embêtante. Il venait d'expliquer que, lorsqu'il avait déclaré insensé, dans le contexte actuel, de soumettre le secteur pétrolier et gazier à de nouveaux règlements, il rejetait en fait toute action unilatérale du Canada. Son gouvernement, a-t-il rappelé, a toujours préconisé une approche continentale.

Pourquoi ne propose-t-il pas quelque chose alors aux États-Unis et au Mexique? « Nous l'avons fait », a-t-il répondu. Ah oui? Quoi? Après une seconde d'hésitation, M. Harper a alors évoqué le cas albertain et affirmé qu'il pourrait être repris à plus grande échelle. Voilà qui est nouveau, car l'Alberta a établi des cibles d'émission pour ses grands émetteurs du secteur pétrolier et gazier (ce qu'Ottawa n'a pas fait), des cibles qui sont toutefois calculées par baril. Comme le nombre de barils produits ne cesse d'augmenter, les émissions albertaines font la même chose.

En vertu de ce système, les entreprises doivent bel et bien payer 15\$ en redevances (ou taxe, une des traductions admises en français du mot anglais « levy ») pour chaque tonne excédentaire de GES émis. Sinon, elles peuvent acheter des crédits auprès de producteurs qui ont réussi à réduire leurs émissions. À noter cependant que la plupart des experts jugent le montant de la taxe trop bas et que les cibles devraient viser la totalité des émissions pour avoir l'effet désiré.



M. Harper a aussi tenté de se donner le beau rôle en vantant les règlements adoptés pour les centrales au charbon. Il a noté que cette source d'énergie est la première responsable des émissions de GES dans le monde et soutient, par conséquent, que le Canada a fait preuve de leadership en la matière.

La encore, quelques bémols s'imposent. Le charbon n'est pas la première source d'énergie ni de GES au Canada, ce qui rend plus facile de s'y attaquer. Par ailleurs, les centrales qui ont été fermées au Canada l'ont été à l'initiative des provinces, en particulier l'Ontario, et sans l'aide d'Ottawa. Quant aux règlements d'Ottawa, il faut savoir qu'ils s'appliqueront dès juillet prochain aux nouvelles centrales, mais les centrales existantes, les plus polluantes, disposeront de 50 ans pour se plier aux nouvelles normes.

M. Harper nie se croiser les bras, et précise qu'il veut réduire les émissions sans compromettre les emplois et la croissance. Par conséquent, il faut que tout le monde travaille ensemble, sans exception, dit-il. Il n'envisage même pas qu'un pays prenne l'initiative pour faire bouger les autres.

Mais si travailler de concert est si important pour M. Harper, il pourrait nous expliquer pourquoi il a toujours refusé de réunir ses homologues provinciaux pour s'entendre sur une approche commune, comme le lui a maintes fois recommandé le commissaire à l'environnement.

On en vient à se demander pourquoi les provinces ont pu bouger sans attendre un consensus continental, mais pas le fédéral. La réponse est simple. C'est parce qu'il ne le veut pas, c'est tout, même s'il essaie maintenant de nous faire croire le contraire.

mcornellier@ledevoir.com



Comme chaque année, Vladimir Poutine a répondu cette semaine aux questions de la population lors d'une émission télé.

DMITRY SEREBRYAKOV AGENCE FRANCE-PRESSE

RUSSIE

Au régime sec

Au pays de Poutine, la chute des cours du pétrole, les sanctions économiques et la baisse du rouble ramènent le souvenir de 1998. Et brouillent les cartes pour 2015.

FRANÇOIS DESJARDINS

En temps normal, dans un cas comme celui-ci, la perspective d'une grosse enveloppe du Fonds monétaire international ne serait pas bien loin, a écrit dans son blogue cette semaine l'économiste américain Tim Duy. Mais il s'agit ici de la Russie, un acteur problématique, ivre de pétrodollars et corrompu, qui de surcroît a jugé bon de secouer l'échiquier cette année en envahissant le territoire de son voisin ukrainien. La suite des choses, disent les experts, n'est pas claire.

La dernière semaine a été chargée. Après les remous causés par les sanctions économiques des États-Unis et de l'Europe, après la chute des cours du pétrole, voilà que le rouble a accéléré sa descente pour porter à 45% le recul de cette année. La banque centrale a fait passer le taux directeur de 10,5% à 17% pour limiter l'exode des capitaux, mais l'effort n'a pas eu les résultats escomptés.

Si l'avenir est embrouillé, c'est en partie à cause de l'état qui s'est resserré autour du secteur financier et des sociétés, lesquelles doivent rembourser environ 100 milliards de dettes en devises étrangères au cours de la prochaine année.

« Il est trop tôt pour dire que l'économie s'effondre [...]. Le pays a survécu à des épisodes bien pires, notamment en 1998 quand d'innombrables citoyens ordinaires ont perdu leurs économies de toute une vie », affirme Jeff Sahadeo, qui dirige l'Institut des études européennes, russes et eurasiennes de l'Université Carleton. Cette fois, c'est la classe moyenne et privilégiée qui est à risque, une catégorie née pendant la flambee des prix du pétrole. « Vont-ils commencer à remettre le régime en question ou vont-ils croire Poutine quand il dit que c'est une tactique occidentale visant à coincer la Russie? Il est difficile de voir où il s'en va, lui qui a complètement raté la chance de refaire l'économie du pays. »

Récession imminente

La Russie s'appuie très lourdement sur l'or noir, dont la production représente les deux tiers de ses exportations. Le pays, qui fournit un peu plus du dixième du pétrole mondial, en produit 60% de plus qu'à la fin des années 90,

quand le cours a commencé à grimper. La déprime du marché complique maintenant les choses: la banque centrale prévoit que l'économie va se contracter de 4,5 à 4,7% en 2015, et d'environ 1% en 2016.

Selon M. Sahadeo, il n'est pas exclu que le pays soit soudainement incapable d'honorer les paiements de sa dette, un scénario que certains évoquent également pour le Venezuela. L'Occident n'a pas intérêt à ce que cela se produise. Même si la Russie sortait le chèque pour stimuler l'économie, les projets seraient « embourbés dans la corruption » et l'inefficacité. « Et je doute que le gouvernement veuille dilapider ce qu'il lui reste dans ses réserves de liquidités. » Ces réserves sont estimées à un peu plus de 410 milliards.

Depuis juillet, l'argent étranger se fait rare en Russie, a fait remarquer Anders Aslund, du Peterson Institute for International Economics, dans une lettre publiée par le *Financial Times* de Londres. « La Russie n'a reçu aucun financement significatif — même de la part des banques d'Etat chinoises —, car tout le monde a peur des autorités réglementaires américaines. » En gros, le pays vit ce que le secteur financier a traversé après le 15 septembre 2008, déclenchement de la crise financière avec la faillite de Lehman Brothers. « Seule la fin des sanctions américaines mettrait fin à cette crise de liquidités. »

Lorsque le cours du Brent a commencé à chuter, le réflexe des analystes a été de dresser la liste des pays producteurs de pétrole et du prix dont ils ont besoin. Il a été estimé que la Russie, par exemple, doit vendre son pétrole à 90\$ le baril afin d'équilibrer ses finances publiques. Or le Brent vient d'enfoncer le seuil de 60\$ et l'Arabie saoudite, premier producteur mondial qui tire les ficelles de l'OPEP, refuse de ralentir le rythme de production pour stabiliser les prix.

Débouchés

Dans ce contexte, les Russes ont tenté de développer de nouveaux marchés. Le pays vient notamment de signer deux ententes de près de 700 milliards avec la Chine portant sur l'approvisionnement de gaz naturel. Ce rapproche-

ment permettrait à la Russie d'alléger sa dépendance envers les autres marchés, dont l'Europe, et à la Chine de bénéficier d'une source d'énergie fiable qui représenterait un peu moins de 20% de sa consommation.

La dernière crise économique de la Russie remonte à 1998, une époque où faible productivité et finances publiques catastrophiques ont mené tout droit à l'effondrement du rouble. Si l'épisode ne s'est pas éternisé, c'est entre autres grâce à la remontée des cours du pétrole.

Dans cette optique, la population a l'habitude des passages à vide. « Même à l'époque soviétique, toutes les sortes de rationnement qu'on pouvait imposer au monde ne faisaient frémir personne. Sauf les cigarettes », dit au téléphone Ron Popeski, ex-journaliste de Reuters qui a passé une grande partie de sa carrière en Russie et en Ukraine.

En 1998, il travaillait à Bucarest quand on lui a demandé d'aller à Moscou pour prêter main-forte. Le rouble était en chute libre et les gens se demandaient comment joindre les deux bouts, dit-il. « C'est un peuple stoïque qui est prêt à endurer tout ce qu'on veut. En général, il n'a peur de rien. » La Russie n'est pas le seul pays à se retrouver dans le pétrin. En entrevue avec l'agence d'informations Bloom-

berg, un analyste du groupe français Société Générale a dit que, dès 2015, le Venezuela sera incapable d'honorer ses obligations financières. Le gouvernement et la société d'Etat responsable du secteur pétrolier doivent rembourser 12 milliards en 2015, mais les coffres ne contiennent que 21 milliards. « Ils pourraient être à sec très vite, a dit l'analyste. Ils doivent poursuivre les importations, car ils n'ont pas le choix, mais en même temps, ils doivent payer leur dette. Ce n'est pas viable. Ils n'y arriveront pas. » Les swaps sur défaillance, ces instruments financiers qui agissent comme protection, situent le risque d'un défaut de paiement à 90%.

Pour ce qui est de la Russie, le président Poutine n'a pas été tout à fait rassurant quand il a annoncé, jeudi, qu'un revirement de situation rapide n'est pas envisagé. « Dans le scénario le plus défavorable pour la conjoncture internationale, la situation peut durer deux ans, mais elle peut se corriger avant », a-t-il dit. Pas de nouveau programme, donc, ni de solution de rechange.

Le Devoir

RATIO

SUITE DE LA PAGE B 1

adaptées aux besoins des élèves. Elle a également constaté que l'effet d'une diminution des ratios ne révèle son plein potentiel que s'il est accompagné d'autres mesures.

L'Ontario, où 90% des classes du niveau primaire n'ont pas plus de 20 élèves quel que soit le milieu, a calqué ses façons de faire sur le Québec, à cause des taux de réussite des petits Québécois, notamment en mathématiques, dans les classements des pays l'OCDE. « Mais je crois maintenant qu'ils vont nous dépasser sous peu », dit Claire Lapointe.

Des études contre

Une rapide recherche sur Internet permet de découvrir que plusieurs études et des recensions d'études démontrent un impact peu significatif de la diminution des ratios sur la réussite des élèves. L'Américain Eric Hanushek, un éco-

nomiste de l'éducation qui réfléchit au sein d'un think tank de l'Université de Stanford, a déjà effectué en 1999 une recension d'études — le *Tennessee's Project STAR* — qui concluait à l'effet marginal des ratios lorsqu'on mettait de côté « certaines incertitudes et certains biais possibles ».

Professeure à Stanford et également économiste, Caroline Hoxby conclut dans une étude publiée en 2000 dans *The Quarterly Journal of Economics* que « la taille de la classe n'a pas un effet statistiquement significatif » sur le succès des élèves. Certes, ces études datent un peu. Mais plus récemment, en 2009, John Hattie, célèbre pour ses méta-analyses en éducation, a consigné dans un livre la synthèse des résultats de 50 000 études, touchant 250 millions d'élèves. Il a relevé 138 facteurs qui ont une incidence sur la réussite des élèves, tels que la rétroaction (« feed-back ») de l'enseignant, les classes multi-âges, etc. Parmi les divers éléments, la taille des classes a un impact, mais elle ne figure pas en tête de liste.

Selon Claire Lapointe, pour que la variable « ratio » ait un impact, il faut « l'appliquer de manière significative à tous les niveaux, en priorisant les populations d'élèves les plus fragiles » et en évitant le « saupoudrage ». L'argent ne pousse pas dans les arbres, convient-elle. « Mais dans un contexte où on doit réduire les dépenses, il y a des endroits où il faut qu'on accepte qu'on va dépenser, où on va investir pour le bien des élèves », avance-t-elle.

Dans quoi investir, là est tout l'enjeu de cette négociation qui s'amorce entre le gouvernement et les enseignants. Bernard Tremblay reconnaît qu'il s'attaque à des « vaches sacrées », soit d'importants acquis pour les enseignants. « On peut le voir comme si on s'attaquait à des acquis, mais on peut aussi nous voir comme osant mettre sur la table des problèmes réels, dans un contexte d'ouverture à la discussion. »

Le Devoir

PERSPECTIVES

ÉNERGIE

Haro sur le gaz de schiste... pour le moment

Le metteur en scène Dominic Champagne n'a pas « boudé [son] plaisir ». « Je suis en feu ! Je jubile ! », s'est exclamé le porte-étendard de la résistance à l'exploitation d'hydrocarbures au Québec, pointant le rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Les groupes de citoyens opposés à la fracturation hydraulique ont vu plus de quatre ans de «*labour intense*» couronnés par une «*victoire de la conscience collective, de la société civile, de l'éveil démocratique, de l'exigence écologique*», s'est réjoui Dominic Champagne.

Après avoir insisté sur l'«*ampleur des impacts potentiels associés aux activités de l'industrie du gaz de schiste dans un milieu aussi peuplé et aussi sensible que les basses terres du Saint-Laurent*», le BAPE tire une conclusion : Junex, Talisman Energy, Molopo Canada et les autres détenteurs de permis d'exploration ont échoué à obtenir l'acceptabilité sociale. D'autre part, ils n'ont pas réussi à démontrer les bénéfices économiques liés à l'exploitation de cet hydrocarbure non conventionnel.

Le premier ministre Philippe Couillard a dit partager les conclusions du rapport de 500 pages commandé par le gouvernement Marois. Il a créé toute une surprise en éloignant la perspective d'une exploitation du gaz de schiste dans les basses terres du Saint-Laurent. «*Actuellement, je ne vois pas l'intérêt de développer ça*», a-t-il déclaré sans détour lors d'entrevues télévisées.

Les membres des comités de vigilance gaz de schiste formés autour des 31 puits autorisés à ce jour ont esquissé un soupir de soulagement. «*Enfin ! Enfin ! Il commence à [entendre] raison*», a même lancé l'élue péquiste Martine Ouellet, «*salu[ant]*» un «*changement de position*» du chef du gouvernement. «*C'est important.*»

Le professeur à HEC Montréal Pierre-Olivier Pineau a également observé une «*rupture de ton*» de la part de M. Couillard dans le dossier du gaz de schiste. Même si ses réponses sentaient l'«*improvisation*», il «*semblait assez clair qu'il ne voulait pas aller de l'avant*», affirme-t-il, après avoir visionné les extraits d'entrevue diffusés par Radio-Canada et TVA.

Pourtant, la position du premier ministre du Québec n'a pas changé d'un iota au fil des derniers jours, indique-t-on dans son entourage. D'ailleurs, M. Couillard se refuse à imiter le gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo, et de légiférer à son tour afin d'interdire la fracturation hydraulique. Il n'entend pas non plus imposer un moratoire en bonne et due forme sur cette technique d'extraction d'hydrocarbures controversée.

«*Je n'aime pas le "moratoire" car, une fois que vous mettez en place un moratoire, c'est un travail d'enfer pour le lever si vous avez besoin de le faire un jour*», a-t-il déclaré en point de presse jeudi.

Processus « court-circuité »

Pierre-Olivier Pineau reproche à M. Couillard d'avoir «*court-circuité*» le processus d'évaluation environnementale stratégique sur l'ensemble de la filière des hydrocarbures (EES globale) enclenché par les ministres Pierre Arcand (Énergie et Ressources naturelles) et David Heurtel (Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques) le 30 mai 2014. «*Il a énoncé une conclusion avant même la fin de l'EES sur les hydrocarbures. C'est comme si M. Couillard n'avait pas confiance dans son propre processus*», affirme M. Pineau dans une entrevue téléphonique avec *Le Devoir*.

Le spécialiste des politiques énergétiques a aussi été «*surpris*» de voir le premier ministre statuer sur la rentabilité des entreprises au lendemain d'un éventuel feu vert à l'exploitation du gaz de schiste enfoui dans le sol québécois. «*Les compagnies jugeront si ça vaut la peine ou non*», argue M. Pineau.

Il invite le gouvernement du Québec à établir un «*cadre clair*» pour les activités gazières à la lumière de l'EES globale, ce qui serait «*de nature à gagner une plus grande acceptabilité sociale*». «*La*



YAN DOUBLET LE DEVOIR

À compter de 2006, il y a eu une ruée vers le shale d'Utica.

population n'est pas très chaude à l'idée de développer les gaz de schiste parce que le gouvernement ne s'est pas montré en mesure d'encadrer cette industrie-là. Et l'industrie ne s'est pas montrée en mesure de respecter des pratiques qui satisfont la population», soutient-il. Du coup, les projets d'exploitation de gaz de schiste se sont heurtés à une opposition d'une «*ampleur inégalée*».

Pleins gaz

À compter de 2006, la hausse du prix du gaz naturel conjuguée à de nouvelles techniques d'extraction d'hydrocarbures non conventionnelles a déclenché une ruée soudaine vers le shale d'Utica enfoui dans les basses terres du Saint-Laurent. Plusieurs entrevoyaient un véritable Klondike pour le Québec, frappé par la récession en 2009. La ministre des Ressources naturelles d'alors, Nathalie Normandeau, a invité la population à faire «*les choix qui sont les plus judicieux*» dans ce contexte économique. «*Les services de garde à 7 \$, c'est extraordinaire qu'on se soit doté de ça. Ça nous coûte 1,5 milliard par année. Ça, les amis, si on veut éviter d'aller vous en chercher davantage dans les poches, il faut jouer sur la colonne des revenus et s'assurer de créer de la richesse ici*», a-t-elle lancé à Expo énergie Montréal 2010.

Mais le gaz de schiste a mauvaise presse. Le p.-d.g. de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), André Caillé, s'avère incapable de défendre les cas de «*mauvaise pratique*» dévoilés par les médias, sans parler des risques sur l'environnement et la santé. «*Il s'agissait d'un piètre choix, c'est le moins qu'on puisse dire*», fait valoir M. Pineau.

L'industrie reconnaît avoir investi la vallée du Saint-Laurent de façon «*beaucoup trop cavalière*», à la recherche de puits d'exploration. Elle ne fait pas le poids face au bruyant mouvement d'opposition dirigé par des «*gens très éduqués qui savent comment mobiliser d'autres personnes*». «*C'est facile de dépendre l'industrie des hydrocarbures comme une industrie extrêmement dommageable, parce que c'est vrai qu'il y a des risques environnementaux réels*», poursuit le titulaire de la chaire de gestion du secteur de l'énergie.

républicains de la Maison-Blanche Ronald Reagan et par la suite George W. Bush (père et fils). Les multiples «*complots*» contre Cuba et tentatives d'assassinats de Fidel Castro par la CIA, ainsi que les exodes massifs de Cubains vers la Louisiane et Miami en 1980, et surtout en août 1994 (les *balseros*), avaient sérieusement retenu les relations entre les deux pays.

Glasnost ou realpolitik de la part de la nomenklatura cubaine ?

C'est finalement l'arrivée au pouvoir de Raúl Castro, en remplacement de son demi-frère Fidel rongé par la maladie à partir de juillet 2006, qui a signé la véritable volonté cubaine d'enterrer la hache de guerre avec son puissant voisin. Pour des raisons d'ailleurs plus pragmatiques que philosophiques. «*Ou nous changeons, ou nous coulons*», avait ainsi déclaré le nouveau Lider cubain en ouverture d'un mini-congrès du Parti communiste en janvier 2012 au Palais des conventions de La Havane.

Au menu de cette *conferencia* inédite, 811 délégués du Parti communiste cubain s'étaient fait remonter les bretelles dans une violente diatribe du nouveau patron en faveur du «*rajeunissement des cadres*», du «*changement des mentalités*», de la lutte contre la corruption et de la rectification des «*inepties du passé*». Un vaste programme destiné à «*actualiser le socialisme*» et à soutenir les «*réformes économiques*».

De fait, Raúl Castro, 84 ans, qui apparaissait à sa désignation comme un simple exécutant de

La mobilisation citoyenne a forcé le gouvernement Jean Charest à se tourner vers le BAPE en 2010, puis, l'année suivante, à mettre en branle une évaluation environnementale stratégique (EES). Trente et un puits de forage ont toutefois été creusés sans la moindre analyse d'impacts.

Les acteurs de l'industrie ont mis en veilleuse leur projet. «*Ça n'a pas fonctionné pour une raison très simple : le gouvernement n'avait pas de cadre [législatif et réglementaire] qui inspirait confiance*», soutient Pierre-Olivier Pineau, avant d'ajouter : «*Personne ne veut le développement d'une industrie anarchique. Jusqu'à maintenant, tous les gouvernements québécois, et même tous ceux en Amérique du Nord, ont failli à la tâche de donner un cadre réglementaire qui inspire confiance sur l'exploitation des hydrocarbures*».

Dossier clos ?

Malgré un rapport implacable du BAPE, «*l'industrie n'a pas dit son dernier mot*», craint le dramaturge Dominic Champagne. En effet, 12 entreprises — dont Junex, Talisman Energy et Molopo Canada — détiennent toujours des permis d'exploration, pour la plupart en Montérégie, dans le Centre-du-Québec et en Estrie.

De son côté, le président de l'APGQ, Michael Binnion, exhortait tout récemment le gouvernement libéral à donner le feu vert à un «*projet pilote*». Il veut faire la démonstration à la fois «*au gouvernement, au public et aux investisseurs*» de la possibilité d'extraire de grandes quantités de gaz de schiste «*de façon sécuritaire*».

Le Québec ne doit pas «*faire une croix*» sur le gaz de schiste, soutient le professeur Pineau, convaincu qu'«*entre Montréal et Québec, c'est possible de trouver des champs au milieu desquels on ne voit pas âmes qui vivent*». Les Québécois sont «*plus mobilisés autour d'objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre qu'autour de moyens*». À preuve, les Québécois consomment de plus en plus de gaz naturel et d'essence, et conséquemment plus de gaz et de pétrole de schiste. «*Il y a une certaine hypocrisie.*»

Le Devoir

Le bon ami

MICHEL DAVID



Stephen Harper se félicite périodiquement des progrès de l'unité canadienne depuis son arrivée au pouvoir en 2006, mais cela frise maintenant l'euphorie. De toute sa vie, il n'a jamais vu la fédération aussi unie, a-t-il déclaré dans une entrevue à *La Presse*.

D'accord, il charrie un peu. Un an avant sa naissance, le 30 avril 1959, les conservateurs de John Diefenbaker avaient fait élire 208 députés sur 265, dont 50 au Québec grâce à l'appui de Maurice Duplessis. Le mouvement souverainiste, qui se limitait pour l'essentiel à l'Alliance laurienne de Raymond Barbeau, fondée en 1957, en était encore à ses balbutiements.

Quand il contemple le paysage politique, le premier ministre n'en a pas moins de quoi se réjouir. Le Bloc québécois donne l'impression d'être rendu à son dernier souffle, l'avenir du PQ semble bien incertain, la souveraineté stagne sous la barre des 40%, les jeunes sont devenus aussi fédéralistes que les vieux... Bref, il n'y a plus à s'inquiéter.

Le premier ministre insiste surtout pour dire qu'il a enfin trouvé en Philippe Couillard un interlocuteur qui est sur la même longueur d'onde que lui, ce qui était nettement moins évident dans le cas de Jean Charest, tout ancien conservateur qu'il était.

Manifestement, son arrivée a été un soulagement d'un bout à l'autre du pays. De passage à Québec jeudi, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Robert Ghiz, qui préside actuellement le Conseil de la fédération, a déclaré : «*Merci à M. Couillard pour être un bon ami du Canada.*»

Depuis la mise en place des mesures d'austerité, plusieurs ont l'impression d'avoir été trompés par les libéraux, mais personne ne peut accuser M. Couillard de tromperie en ce qui concerne les relations fédérales-provinciales.

A aucun moment durant la campagne électorale il n'a tenté de jouer la carte nationaliste. Son adhésion au fédéralisme n'est pas simplement une question de rentabilité, comme c'était le cas de Robert Bourassa. M. Couillard est aussi un Canadien dans l'âme, qui est sans doute sincèrement attristé que le Québec n'ait toujours pas signé la Constitution. Actuellement, celui qui se rapproche le plus de la vision de M. Bourassa, y compris de son concept de «*souveraineté culturelle*», est probablement François Legault.

M. Harper a une autre raison de considérer l'avenir avec optimisme. De la même façon que son grand modèle, John A. MacDonald, avait jadis cimenté la fédération naissante grâce au chemin de fer, il entend maintenant la consolider par le pétrole, dont il attend une «*prospérité sans précédent*» dans les années à venir.

De toute évidence, la vision harperienne d'un Canada idéal est celle d'un pays sillonné de pipelines qui partiraient de l'Alberta pour permettre au pétrole des sables bitumineux de conquérir le monde. Dans cette grande entreprise de «*nation building*», il estime vraisemblablement avoir trouvé en Philippe Couillard, sur lequel il compte pour vendre le projet d'oléoduc de TransCanada aux Québécois, le même complice que MacDonald avait trouvé en George-Etienne Cartier.

Une des choses qui agaçait M. Harper au plus haut point était d'entendre Jean Charest lui faire publiquement la morale sur les changements climatiques, que ce soit à Copenhague ou à Rivière-du-Loup. L'ancien premier ministre ne l'aurait pas laissé déclarer aussi effrontément que l'Alberta est un modèle pour l'ensemble de la planète. Avec M. Couillard, il n'y a pas à craindre d'éclat de ce genre.

L'adhésion au fédéralisme est un choix parfaitement légitime, mais aucune amitié véritable ne peut reposer sur l'exploitation. Le respect est une condition essentielle. Or, dans les conditions actuelles, le projet Énergie Est a toutes les apparences d'un marché de dupes dont le Québec va faire les frais.

Il n'y a rien de scandaleux à ce qu'une analyse des coûts et des bénéfices d'un projet amène un gouvernement soucieux de développement économique à la conclusion qu'il vaut la peine de prendre un risque raisonnable avec l'environnement, si les avantages sont réels. Dans ce cas-ci, c'est loin d'être évident, à plus forte raison s'il n'y avait pas de port.

On ne peut certainement pas accuser François Legault d'être indifférent à l'économie, mais il a raison de dire que le Québec devrait conditionner son éventuel appui au projet au versement de redevances, comme la Colombie-Britannique l'a exigé. «*C'est bien beau de prendre des risques, mais s'il n'y a aucun potentiel de gain pour le Québec, ça ne vaut pas la peine*», a déclaré le chef caquiste.

C'est aussi ce que croit la première ministre de la Colombie-Britannique, Christy Clark. Pourtant, personne ne la soupçonne de ne pas être une bonne amie du Canada.

Libération

mdavid@ledevoir.com

CUBA

SUIITE DE LA PAGE B 1

profiter au premier chef d'une reprise des relations diplomatiques. Difficile cependant d'en mesurer l'impact sur la main-d'œuvre locale, sur l'élévation du niveau de vie et sur l'ouverture politique tant que la dynastie Castro est au pouvoir.

Comment expliquer cette « soudaine » annonce de détente ?

L'incroyable ténacité de l'étonnant pape François, un «*Latino*» argentin qui a été influencé en son temps par la révolution cubaine, et la mobilisation en sous-main de la diplomatie canadienne, qui a largement accompagné les échanges entre les deux pays, ne suffisent pas à expliquer le coup de théâtre de mercredi. De fait, le rétablissement des relations entre Cuba et les États-Unis revient régulièrement au menu de la politique des démocrates à Washington. La victoire de la «*politique du cigare*» (les Nord-Américains pourront désormais rapporter des *purros* cubains, alors que cette importation était officiellement interdite jusqu' alors) est en fait la résultante d'une volonté politique née à la fin des années 1960 sous l'influence du président démocrate États-Unien Lyndon Johnson, poursuivie par Jimmy Carter dans les années 1970, puis stoppée nette par les faucons

ÉDITORIAL

TAILLE DES CLASSES

Panne d'évaluation

Ce n'est pas un point de détail qui a été jeté à la figure des enseignants, des élèves et de leurs parents quand on a appris que parmi les demandes faites en éducation dans le cadre des négociations du secteur public, figure l'augmentation de la taille des classes. Une solution applaudie à son adoption se trouve menacée au motif d'austérité. Mais l'austérité n'est pas un argument pédagogique.

Pour comprendre la mauvaise route que les négociateurs du ministère de l'Éducation viennent d'emprunter pour lancer les négociations avec les enseignants, il faut reculer en 2008. La ministre de l'Éducation de l'époque, la très libérale Michelle Courchesne, avait présenté son « Plan d'action pour soutenir la réussite des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage ». Au nombre des propositions: réduire le nombre d'élèves par classe dans les milieux défavorisés. Beau début, mais encore un effort, lui répondit le milieu de l'éducation.

Le ministère confia donc au Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) le mandat de faire une revue des recherches mesurant l'impact de la diminution de la taille des classes dans des pays comme les États-Unis, la France, l'Australie, le reste du Canada... Face aux constats positifs recensés par cette imposante analyse, le ministère étendit l'année suivante la baisse de ratio à l'ensemble des classes. Les enseignants, qui se battaient depuis des années pour que leur folle réalité (des classes trop grandes avec une clientèle trop lourde) soit enfin reconnue, en furent soulagés.

Au cours de ces mois de travail, la ministre Courchesne avait pour fil conducteur un principe: les besoins des élèves devaient être déterminés par les spécialistes de la chose, pas par le budget d'une commission scolaire.

Cinq ans plus tard, il n'y en a que pour l'argent. On cherchera en vain le plan d'action en matière de réussite scolaire sur lequel s'appuierait le revirement gouvernemental sur le ratio maître-élèves. Celui-ci est devenu strictement un sujet de négociations de convention collective, sans perspective, sur le même pied que le cumul des congés de maladie ou les augmentations de salaire. Autant dire: un embêtement coûteux.

On cherchera aussi les études qui servent aujourd'hui de point d'appui au ministère de l'Éducation. Le négociateur gouvernemental cite une tournée faite à travers le Québec où des « centaines de gestionnaires » de l'enseignement disaient ne pas avoir vu d'impact des ratios sur la réussite des élèves. Mais il est important de noter que la taille des classes ne fut qu'un point parmi d'autres abordé pendant cette tournée, et que ni enseignants, ni parents, ni élèves ne furent consultés.

Le ministère s'appuie aussi sur le rapport Champoux-Lesage publié en mai et qui porte sur... « le financement, l'administration, la gestion et la gouvernance des commissions scolaires ». Sur les 181 pages du rapport, on trouve... deux paragraphes consacrés à la réduction du nombre d'élèves par groupe! Voilà donc l'analyse de fond qui justifie le retournement du ministère.

Autant revenir à l'étude du CRIRES. Que nous dit-elle? Qu'une plus petite classe a un effet positif sur le développement des élèves, qu'elle diminue le risque d'épuisement professionnel des enseignants, qu'elle plaît aux parents qui sont dès lors davantage portés à s'impliquer à l'école, qu'elle favorise la réussite des garçons, qu'elle permet d'aller plus en profondeur dans la matière... Sur les succès scolaires, il y a des nuances: des élèves forts ne sont pas influencés par le fait d'être dans un petit groupe. Pour les autres, les études varient entre effets neutres ou positifs. Seule assurance: ça ne nuit surtout pas!

Le CRIRES souligne enfin l'importance, pour bien évaluer l'impact d'un ratio abaissé, des caractéristiques de chaque système scolaire. Or au Québec, les élèves décrochent, les professeurs se brûlent, les parents se désintéressent de l'éducation et l'école publique sert de fourre-tout pour tous les problèmes, au grand bonheur de l'école privée. À l'aune de tels enjeux, une classe plus petite a tout le potentiel de donner un rendement productif, pour parler la langue des libéraux. Mais pour le savoir, il faut se donner le temps d'une évaluation sérieuse. Un sujet d'une telle complexité n'a pas sa place dans le jeu de massacre que s'approprie à être la négociation qui s'amorce.

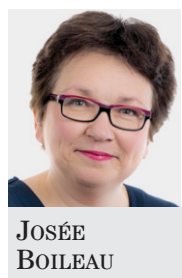
Et le ministre Yves Bolduc dans tout cela? À quoi bon en parler, il tient si peu la barre de son ministère...

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET

L'ARBRE DE NOËL D'YVES BOLDUC...



JOSÉE BOILEAU

LETTRES

Les politiques de l'absurde

Tout a commencé par un avertissement de notre futur premier ministre au sujet d'une majorité qui ne devait pas écraser les minorités et le désintérêt pour la défense du français; au discours inaugural, nous avons eu droit à une citation de Rosa Luxemburg. Puis, ce fut la déclaration au sujet du pétrole bitumineux qui devait nécessairement transiter par le Québec, près du fleuve, au risque de polluer à jamais le Bas-Saint-Laurent, en raison de notre soumission au Canada. Parlez-en aux autochtones de l'Ouest! Il y eut aussi quelques dérivés au sujet de la signature dans l'honneur de la Constitution. Encore plus récemment, les coupes aveugles dans les budgets des universités et dans le domaine culturel nous ont semblé incompréhensibles. Pour finir, et avec la plus grande des désinvoltes, l'on abolirait les classes spéciales et l'on augmenterait le nombre d'élèves par classe dans les milieux défavorisés, ce qui comprend l'accueil des jeunes immigrants. Parlez-en aux professeurs qui œuvrent dans ces milieux!

Quels sont les véritables intérêts en jeu et où est la vision de ce premier ministre au parcours sinueux pour l'avenir du Québec français? Triste fin d'année...

Bernard Boileau
 Montréal, le 18 décembre 2014

Le coup d'État du PLQ

Nous sommes habitués à assimiler les coups d'État à l'intervention de l'armée... pour le « bien de la nation » et sans son avis. C'est la forme habituelle. Or, il y en a d'autres et c'est ainsi qu'on parle de « putsch » dans un groupe ou un parti lorsqu'un petit groupe accapare le pouvoir sans l'assentiment de la majorité ou par des voies malhonnêtes.

Lorsqu'il est question d'enjeux majeurs, dans certaines démocraties (comme la Suisse) on a recours au référendum. Il y a débat public sur l'enjeu. C'est d'une élémentaire honnêteté pour tout parti qui veut profiter d'une élection pour faire des changements majeurs comme une déclaration d'indépendance, une réorientation fondamentale, une réduction de l'État. Or le PLQ n'a jamais manifesté clairement son intention de réduire l'État solidaire, dit providence, à une peau de chagrin, en coupant sauvagement dans les services publics en plus de nous plonger dans des marécages d'austérité qui n'ont produit ailleurs que plus de pauvreté et de désespoir. Même la Banque mondiale s'en repent!

Le PLQ a plutôt multiplié les promesses de sauvegarde des services qu'il a vite oubliées une fois au pouvoir. Que voilà un coup d'État par un parti politique, le PLQ, qui a trompé la population par ses men-

songes et ses intentions cachées dans l'ombre. [...] Un coup d'État avec des généraux arrogants et intimidateurs qui menacent d'autres élus, au scolaire et au municipal, qui ne veulent pas marcher au pas de l'oie. Des personnalités problématiques aux ego démesurés. Quel recul pour une démocratie qui était déjà mal en point! [...] Demeurons vigilants face aux manipulations idéologiques, restons informés à de bonnes sources, et soyons créatifs de justice sociale et de solidarité. [...]

Gérard Laverdure
 Montréal, le 17 décembre 2014

Sous le pont des libéraux

Sous le pont des libéraux coulent nos cennes
 Et nos épargnes
 Faut-il qu'on s'en souviene
 Chaque loi venant toujours creuser la peine
 Vienne la nuit sonne l'heure
 Les libéraux s'en vont le monde demeure
 Sous le pont des libéraux coulaient nos cennes
 Et nos épargnes
 D'eux autres pas grand-chance qu'on se souviene
 La joie viendra après la peine
 (Mes excuses, Guillaume Apollinaire)

Alain Petel
 Le 16 décembre 2014

REVUE DE PRESSE

La stupéfiante trahison albertaine

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Une onde de choc? Et comment! On parle de trahison, de stupeur, d'incompréhension. D'un geste empreint de cynisme, aucune éthique, absolument opportuniste. Danielle Smith a reçu tous les pots cette semaine.

La décision de celle qui était chef de l'opposition officielle et du Wildrose Party en Alberta de passer dans le camp du gouvernement progressiste-conservateur dirigé par Jim Prentice a laissé pantois à peu près tout ce que le Canada compte de commentateurs politiques. Huit députés ont suivi Danielle Smith, réduisant à cinq la députation du Wildrose.

Pour le dire poliment, les deux principaux journaux de l'Alberta n'en reviennent pas. Le *Calgary Herald* a parlé d'un « jour très triste pour la politique albertaine et pour la démocratie ». En éditorial, le quotidien rappelait que Smith dénonçait encore le 26 novembre deux transfuges de son parti qui, disait-elle, seraient réduits au silence au sein d'un gouvernement imposant une ligne de parti rigide. Impossible, selon elle, de bien représenter ses électeurs dans ce contexte. Or, elle menait au même moment des pourparlers pour les suivre...

Le *Herald* parle d'une « défection sans scrupule » qui témoigne d'un double discours absolument « hypocrite ». Smith aurait pourtant pu choisir la « voie honorable » et démissionner pour remettre les rênes de son parti à quelqu'un d'autre. Mais non. Elle a plutôt choisi la « voie du déshonneur », abandonnant son parti à un futur précaire. Pour les donateurs, les supporteurs, les électeurs du Wil-

drose, ce n'est rien de moins qu'un coup de couteau dans le dos, estime-t-on.

Danielle Smith a donc décidé de mettre ses ambitions personnelles au-dessus de tout, pense le *Calgary Herald*. Ce n'est pas la politicienne que les Albertains ont appris à connaître au cours des dernières années, regrette-t-il. Son comportement va contribuer à alimenter le cynisme à propos des politiciens.

Dans l'*Edmonton Journal*, la réaction de l'équipe éditoriale est aussi courroucée. Voilà pour elle un geste sans précédent, renversant, stupéfiant. Le *Journal* rappelle que les Albertains ont voté il y a 32 mois pour un programme progressiste-conservateur (et pour Alison Redford) qui était plus progressiste que conservateur. Redford parlait de lutte contre la pauvreté, de garderies, de nouvelles écoles, de cliniques de médecine familiale. Elle a gagné en dépeignant le Wildrose comme un parti d'extrême droite, résume-t-on.

Mais aujourd'hui, les Albertains se retrouvent avec un gouvernement qui vient d'avaler le Wildrose et qui tient un discours beaucoup plus à droite. Des élus changent de camp, des non-élus sont nommés ministres... Dans ces circonstances, la tenue d'élections s'impose, estime l'*Edmonton Journal*: les Albertains n'ont pas voté pour ce qu'ils voient.

Flanagan

Un autre qui n'en revenait pas jeudi: Tom Flanagan, ex-conseiller de Stephen Harper... et du Wildrose Party. Dans le *Globe and Mail*, Flanagan a qualifié le geste de Smith d'acte profondément cynique, fait par pur opportunisme

politique. Les leaders jettent parfois des individus qui dérangent sous les roues de l'autobus, mais c'est la première fois qu'un leader jette tout son parti sous l'autobus, note-t-il.

Mais au-delà de l'aspect moral du problème, Flanagan y voit des conséquences politiques fâcheuses pour l'Alberta. Le retour à une situation classique pour cette province — un gouvernement progressiste-conservateur très fort, une opposition inexistante — n'apportera rien de bon, pense-t-il, en rappelant les dérapages de l'époque Ralph Klein ou Ed Stelmach.

Comme tous ceux qui ont écrit sur le sujet cette semaine, Flanagan souligne que le Wildrose faisait un travail d'opposition admirable, forçant les progressistes-conservateurs à rester sur le quivive. L'Alberta n'avait plus de souvenirs d'une opposition à ce point efficace (les progressistes-conservateurs sont au pouvoir depuis 43 ans...). Sans le Wildrose, Flanagan craint un retour aux mauvaises habitudes. Il pose aussi une question à Jim Prentice: comment peut-il penser pouvoir compter sur la loyauté de neut transfuges qui viennent de révéler ce qu'ils pensent de la loyauté?

Dans le *National Post*, Jesse Kline rappelait que, depuis qu'il est au pouvoir, Jim Prentice s'est appliqué à vider le programme du Wildrose de sa substance, tout en corrigeant les erreurs de ses prédécesseurs: fin des dépenses outrancières du gouvernement, offensive pipelines auprès des Premières Nations, des gouvernements provinciaux et de politiciens américains, annulation de mesures impopulaires, Prentice cumule les bons coups, reconnaît Kline. Le Wildrose s'est ainsi retrouvé à devoir s'opposer (par principe) à des mesures

pour lesquelles il milite... Dur dilemme.

Sauf que, si Prentice a agi ainsi, c'est parce que le Wildrose représentait une véritable menace pour le gouvernement, note-t-il. Cette menace disparue, rien ne garantit que les mauvaises habitudes ne reviendront pas.

Et si ça allait mal?

Michael Den Tandt (Postmedia) évoque aussi cette possibilité. Il s'étonne qu'un politicien aussi talentueux que Prentice ne soit pas en mesure de comprendre que l'accueil des transfuges lui fera du mal.

L'épisode actuel est « honteux » et mauvais pour la démocratie albertaine, dit Den Tandt. Mais il sera aussi mauvais pour les progressistes-conservateurs, pense-t-il. Qu'a gagné Prentice? Il avait déjà une bonne majorité, il n'avait pas besoin de tuer l'opposition. Son parti allait bien: il devra maintenant défendre la morale du geste de Smith et des autres transfuges.

Bien sûr que Smith peut avancer que Prentice a adopté une bonne partie de son programme. Mais il reste qu'elle a trahi tous ceux qui ont cru et qui ont financé le Wildrose, pense Den Tandt. Les élus sont tenus à un minimum de jugement, d'honnêteté et d'intégrité. Ainsi évalué, le geste de Danielle Smith est l'une des plus grandes trahisons de l'histoire politique canadienne, dit-il.

Sur Twitter: @gbcote

Le Devoir

Les articles originaux sont liés aux versions numériques.

IDÉES



RAMON ESPINOSA ASSOCIATED PRESS

Les Cubains se sont réjouis des changements annoncés.

ÉTATS-UNIS ET CUBA

Une « décision historique », vraiment ?

CLAUDE MORIN

Professeur honoraire, Université de Montréal

Si l'on en croit les réactions dont font état les agences de presse, la planète a presque à l'unanimité salué comme une « décision historique » l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre Washington et La Havane. Les Cubains n'ont pas manqué de se réjouir des perspectives qu'ouvrait cette annonce. Mais la nouvelle n'a pas eu la même tonalité aux États-Unis et à Cuba.

Pour les Cubains, le premier motif de réjouissance a été la libération de trois hommes qui avaient été arrêtés en septembre 1998 et condamnés à de longues peines de prison aux États-Unis au terme de procès truffés d'irrégularités. Les appels n'avaient rien changé à leur condamnation. Leur seul délit était d'avoir infiltré des groupes anticastristes afin de déjouer des attentats à Cuba, des attentats qui ont fait plus de 3000 morts depuis 1960 et qui ont été commandités et planifiés depuis le territoire des États-Unis. Un vaste mouvement international s'était formé il y a plus de dix ans pour réclamer leur libération. Deux camarades arrêtés en même temps qu'eux avaient recouvré leur liberté récemment après avoir purgé toute leur peine. Ces cinq Cubains étaient considérés à Cuba comme des « héros » et leur libération était une priorité nationale. Le re-

tour de Geraldo, Ramón et Antonio y a été célébré comme une victoire. C'est d'ailleurs en annonçant leur retour que Raúl Castro a ouvert son discours à la nation.

Dans un discours parallèle, Barack Obama a parlé de la nécessité d'adopter une « nouvelle approche ». Il a qualifié comme « dépassée » la politique suivie à l'égard de Cuba, comme un vestige de la guerre froide. Après tout, a-t-il rappelé, les États-Unis entretiennent des relations avec la Chine communiste et avec le Vietnam. Et d'annoncer une série de mesures visant à la normalisation des relations avec l'île, dont la plus importante sera la réouverture de l'ambassade des États-Unis à La Havane, fermée depuis janvier 1961. D'autres gestes seront posés qui faciliteront les échanges de tous ordres entre les deux pays et qui pourraient aboutir, si le Congrès emboîte le pas, à la levée de l'embargo décrété en 1962.

Il y avait plusieurs mois que se multipliaient aux États-Unis les signaux en faveur d'un changement de cap. Tous les sondages révélaient qu'une majorité des citoyens souhaitait la levée de l'embargo. Les dirigeants de grandes sociétés et certaines de leurs organisations s'élevaient contre une politique qui les excluait du marché cubain. Le *New York Times* a publié récemment trois éditoriaux collectifs rappelant au public à quel point la politique d'hostilité avait échoué à induire un changement de régime à La Havane et avait isolé Washington face à la communauté internationale. Chaque année depuis 1992, les États-Unis voyaient une majorité de pays voter

une résolution cubaine dénonçant le blocus. À nouveau cette année ils furent les seuls avec Israël à voter contre la résolution. Et les pays d'Amérique latine avaient décidé d'inviter Cuba au Sommet des Amériques qui se tiendra à Panama en avril prochain. La position de Washington était devenue indéfendable.

Les États-Unis s'étaient placés depuis un demi-siècle du mauvais côté de l'histoire. Le gouvernement Obama a eu le courage d'engager une rupture. Le moment était opportun, à un mois de l'entrée en fonction du nouveau Congrès, à deux ans de son retrait de la vie publique. Cuba lui fournissait l'occasion d'amorcer un virage indispensable et de marquer sa présidence.

L'objectif à Cuba, a rappelé Raúl Castro, demeure inchangé : « construire un socialisme prospère et durable ». « Nous devons apprendre l'art de coexister, de façon civilisée, avec nos différences » qui concernent la souveraineté nationale, la démocratie, les droits de la personne, la politique étrangère. Cuba sait que le blocus ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Au moins n'est-il plus présenté par la Maison-Blanche comme un levier pour imposer le changement à Cuba. De même, Barack Obama prend ses distances à l'endroit des actions clandestines qui ont visé le même objectif depuis cinq décennies. Rien n'indique cependant que les États-Unis ont renoncé à induire ce changement par d'autres moyens. Ils croient que le *soft power* pourrait réussir là où l'usage de la force a échoué. C'est, à mon avis, la raison qui guide ce qui n'est au fond qu'un changement de stratégie.

Un dernier verre avant la guerre

DAVID DESJARDINS



Fermetures. Coupes. Réductions. Gel. Augmentation de la charge de travail. Affrontement. Semaine après semaine, l'actu politique et sociale se charge comme un ciel d'orage, plombant nos humeurs en promettant un hiver gris, suivi d'au moins quelques saisons de mécontentement.

Ou peut-être pas ? Voyez l'ambigu sondage de la semaine, dans lequel, en gros, les Québécois semblent dire une chose et son contraire. Soit qu'ils approuvent la plupart des mesures d'austérité du gouvernement en même temps que croît l'insatisfaction à son endroit.

Essayez, ensuite, de prédire à quoi ressemblera le climat social dans les prochaines semaines.

Michel David suppose que c'est sans doute parce que nous n'avons pas encore ressenti le contrecoup de ces mesures qu'un si grand nombre de citoyens y sont favorables. C'est une bonne explication : le plébiscite pourrait bien s'étioler quand le diagnostic et son traitement s'accompagneront d'effets secondaires.

Mais cette approbation de mesures qui semblent repousser les limites du système jusqu'à la frontière de l'implosion relève aussi d'autre chose. Et c'est surtout le résultat d'une très efficace campagne de relations publiques qui trouve ses assises dans le mépris grandissant de tout un pan de la population envers les services publics.

Pour leur coût, parfois exorbitant, c'est vrai. Pour leur manque d'efficacité. Beaucoup aussi parce que nous agissons de plus en plus comme des clients et de moins en moins comme des prestataires de ces services.

Et donc, que nous en voulons plus pour notre argent. Comme au magasin.

Et, comme au magasin, nous sommes victimes de l'intox publicitaire, le gouvernement faisant avaler ses mesures à une population habituée aux soldes, à un pouvoir d'achat dopé par la production de la plupart de nos cochonneries dans des pays en développement.

Comme pour le Black Friday, comme pour le Boxing Day, on ne voit que ce qu'on obtient et combien il nous en coûte. La promesse de la pub. Pas ce qui se cache derrière.

C'est ainsi qu'on fait avaler à la multitude que les omnipraticiens travaillent à peine plus d'une centaine de jours par an. Et si ce calcul omet les journées à l'hôpital, à l'université et les tâches administratives, cela n'y change rien. Un peu comme on se moque bien des conditions dans lesquelles est fabriqué le chandail vendu à 15\$, cousu dans une usine pourrie au Bangladesh.

Mais non, ce n'est pas pareil. Le médecin sera encore riche après qu'on aura retranché 30% de son salaire.

Sauf que le phénomène participe du même aveuglement. On voit ce qu'on veut bien voir. Ici : le mirage d'un médecin de famille.

De la même manière, il n'y aura pas grand monde pour pleurer pour les profs dont on s'approprie à augmenter la charge de travail et le nombre d'élèves dans les classes. Eux subissent depuis déjà longtemps le mépris des parents qui cèdent à cette même idée du clientélisme voulant que leur petit trésor ait droit à tous les égards dus à son rang de rejeton de contribuable.

Comprenez bien : c'est dans cette contemtion que le gouvernement trouvera appui. Comme dans celui de toute la fonction publique, à laquelle il présente des offres en forme de déclaration de guerre en même temps qu'il affirme vouloir éviter l'affrontement.

Mais il s'en vient, ce face à face. Et il ne sera pas que syndical. Ce qui s'annonce est plus profond. Les Coiteux, les Leitão, les Couillard, les Barrette et les Bolduc sont en train d'attaquer non seulement les services, mais l'idée qui les soutient. Le gouvernement peut bien nous faire croire qu'il agit simplement en gestionnaire responsable, mais on voit qu'il prépare la guerre.

Déjà, il divise la population qui ne voit pas plus loin que sa propagande.

Comme il l'a fait avec les étudiants en manufacturant la crise en 2012, le gouvernement attire dans la rue les groupes qui ne font pas l'unanimité, ceux que les commentateurs railleront en les traitant de bébés gâtés. Et on oubliera qu'en coulisses, c'est autre chose qu'on est en train de saboter. Quelque chose de grand, mais que maudissent les idéologues de droite.

Cette idée que l'État n'est pas une boutique. Que nous ne sommes pas des clients. Que la médecine n'est pas une transaction. Que l'éducation n'est pas un achat de fournitures scolaires. Que les employés de l'État consomment et que les emplois qu'on crée là ne sont pas moins valables que ceux que l'on subventionne à grands frais dans le privé.

C'est vers là que nous allons. Vers un face à face entre deux visions du monde. Fabriqué de toutes pièces par un gouvernement qui divise pour régner, en jouant au bon père de famille.

En attendant, il y aura Noël. Il y aura les Fêtes. L'occasion d'un dernier verre avant la guerre.

djesjardins@ledevoir.com

PIERRE DROUILLY (1946-2014)

À la mémoire d'un sociologue engagé

ROBERT COMEAU

Université du Québec à Montréal

Extrait du prochain numéro du Bulletin d'histoire politique (vol. 23, n° 2)

Au moment de terminer ce numéro, nous apprenons le décès de notre collègue et ami du Comité de rédaction du *BHP*, survenu le samedi 6 décembre 2014. Pierre travaillait à la revue et à l'Association québécoise d'histoire politique (AQHP) depuis plusieurs années, avec un sens des responsabilités et un sens de l'humour fort appréciés. Il avait toujours une histoire intéressante à raconter qui nous éloignait de l'ordre du jour... Depuis un an, il avait subi de nombreux et pénibles traitements contre un cancer.

Après des études en philosophie et en mathématiques, il a été professeur à l'UQAM de 1971 à 2011, enseignant en science politique ainsi qu'au Département de sociologie dont il a été le directeur. Ses analyses politiques et électorales ont connu un important retentissement dans les médias et la presse. Il les a présentées dans trois ouvrages : *Le paradoxe canadien* en 1979 ; *Les illusions du pouvoir* en 1981, dans lequel, avec Robert Barberis, il critique les erreurs stratégiques du gouvernement Lévesque ; et *Indépendance et démocratie* en 1997, où il analyse les sondages, les résultats des élections et des référendums ainsi que la conjoncture politique de 1992 à 1997.

En plus de ses collaborations à plusieurs ou-

vrages collectifs et revues politiques, il nous a fourni un nombre important d'instruments de recherche, souvent publiés par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, notamment sur le personnel politique et les statistiques électorales. Les deux imposants recueils de statistiques électorales qu'il a publiés en 1986, l'un pour les élections québécoises de 1867 à 1985, l'autre pour les élections fédérales tenues au Québec au cours de la même période, représentent des ouvrages incontournables et indispensables à la science politique. Pierre Drouilly a aussi produit des études sur le profil sociopolitique des Amérindiens ou la participation électorale des femmes. De plus, on lui doit en 1996 *L'espace social de Montréal*, qui dresse un portrait fort utile de 40 ans de vie sociale et politique montréalaise à travers plus de 400 cartes. Il a aussi travaillé étroitement avec une équipe de recherche sur l'opinion publique pendant plusieurs années.

Pendant sa retraite, il a achevé un monumental *Atlas des élections au Québec* depuis le premier Parlement du Bas-Canada au XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, qu'il a remis à la Fondation Lionel-Groulx pour le rendre accessible sur son site Internet. Un travail colossal !

Homme engagé, travailleur infatigable, il acceptait de fournir son expertise tant aux organisations politiques qu'aux médias et il aimait présenter ses réflexions à la presse et en débattre. Il était un expert reconnu pour son jugement solide et la finesse de ses analyses, et sans rectitude politique. Dans ses études électorales, il a toujours veillé à distinguer les tendances sociolo-

giques exprimées dans le vote de la population, notamment les différences manifestées entre le vote francophone et le vote anglophone, ce qui lui permettait d'affiner ses analyses comme peu d'analystes étaient en mesure de le faire.

Dans la présentation de son dernier ouvrage, Pierre Drouilly confiait que son intérêt pour l'analyse électorale au Québec était fondé en grande partie sur l'importance de l'enjeu de la souveraineté du Québec. Et il ajoutait : « Et c'est aussi l'importance de cet enjeu qui m'a toujours poussé hors des cénacles académiques et amené à soumettre publiquement dans les médias le résultat de mes analyses, avec tous les risques intellectuels que cela comporte, car il est toujours plus périlleux de présenter ses idées devant une foule de citoyens réunis dans l'espace public que de le faire devant un cercle restreint de spécialistes, dans lequel le débat est soumis à des règles de politesse et de silence, tacites et convenues. Enfin, c'est l'engagement pour la souveraineté du Québec qui a toujours été pour moi une source inépuisable de curiosité intellectuelle pour les comportements électoraux et d'imagination sociologique pour tenter d'en comprendre les mécanismes. »

Pierre était la preuve que l'engagement politique était compatible avec la plus grande rigueur scientifique. Le Québec a perdu un chercheur déterminé, un vulgarisateur qui savait exposer avec clarté les questions d'opinion publique, ainsi qu'un universitaire modeste et soucieux de l'avenir du Québec. Le *BHP* a perdu un collaborateur apprécié. J'ai perdu un ami, un camarade engagé dans notre combat pour l'indépendance du Québec.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste), information générale : Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfalli (reporters), information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héténe Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre), information culturelle : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Retino-Parazelli (reporters), Gérard Dallaire (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; équipe internet : Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Mungier, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants) ; correction : Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant ; soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis). **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa). **PUBLICITÉ** Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). **PRODUCTION** Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zemaits. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Mathews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Castoriadis et le « vrai sens » de Noël

Notre Noël a beau être frénétiquement consumériste, il n'en demeure pas moins porteur de signification

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

JEAN-PHILIPPE PERREAULT

Chargé d'enseignement et chercheur en sciences des religions, Faculté de théologie et de sciences religieuses, Université Laval

Au retour du centre d'achat, une fois le sapin décoré, les biscuits mis au four et tout juste avant de planifier la prochaine espièglerie du lutin, restera-t-il ce qu'il faut de patience et d'énergie pour s'interroger : mais à quoi rime cette agitation que certains osent appeler « la frénésie des Fêtes » ?

Alors qu'il excite les uns et accable les autres, l'avent contemporain semble nous pousser collectivement au déficit d'attention et à l'hyperactivité, de façon telle qu'il est parfois difficile de saisir ce qui adviendra (Avent: *adventus*, avènement...) le 25 décembre. Sur le long chemin couvert de neige blanche, il semble que le vent siffle davantage le stress qu'il ne souffle la romance que nous chantions petit enfant. Dans l'essoufflement de cette course aux courses, qui d'entre nous n'a pas craint de glisser et de dérapier? Comment arriverons-nous à vivre ce Noël si fragmenté: social et familial pour les partys de bureau et le réveillon de la belle-mère; de consommation pour les cadeaux et le compte Visa du mois de janvier; culturel pour les cantiques fredonnés et les contes lus aux enfants; spirituel pour la messe de minuit et la crèche sous l'arbre? Comment ne pas se sentir tiraillé, ballotté, dissipé?

Un sentiment suffisamment vertigineux pour que les chroniqueurs du samedi entonnent la cantique nostalgique « du vrai sens de Noël », reprenant en chœur ce refrain connu voulant que la culture de la consommation soit responsable de cette perte de repères et de précieuses traditions d'antan. Nous avons beau ramer pour arriver aux Fêtes de fin d'année, la marée marchande nous ferait dériver de l'essentiel.

Tout autant pouvons-nous être prompts à épurer l'ordinaire des jours de sa dimension explicitement religieuse, plusieurs en appellent alors au maintien ou à la redécouverte d'un religieux « de tradition » et « de valeurs » qui accorderait à ce temps de réjouissance un enracinement que Facebook et les modes de vie hypermodernes n'arrivent pas — ou pas encore — à offrir. Une lamentation réactionnaire qui rappelle vaguement l'odeur de la soutane, dites-vous? Possible. Mais notez que c'est bien une agence de publicité québécoise reconnue qui offre cette année une carte des Fêtes sous forme de webdocumentaire permettant de tester nos connaissances et de découvrir les origines des traditions de Noël... Quand le marché réhabilite les traditions.

Si le « traditionnel », le « vrai », le « signifiant » que l'on réclame ici se présentent comme antidotes à la dispersion ressentie, nos vies sont-elles pour autant morcelées? Sommes-nous condamnés à n'être que des consommateurs de rites, de fêtes, de relations? Comment notre monde pourrait-il avoir du sens sans un minimum de cohérence et d'unité? En



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Si le « traditionnel », le « vrai », le « signifiant » que l'on réclame se présentent comme antidotes à la dispersion ressentie, nos vies sont-elles pour autant morcelées?, demande le chercheur en sciences des religions Jean-Philippe Perreault.

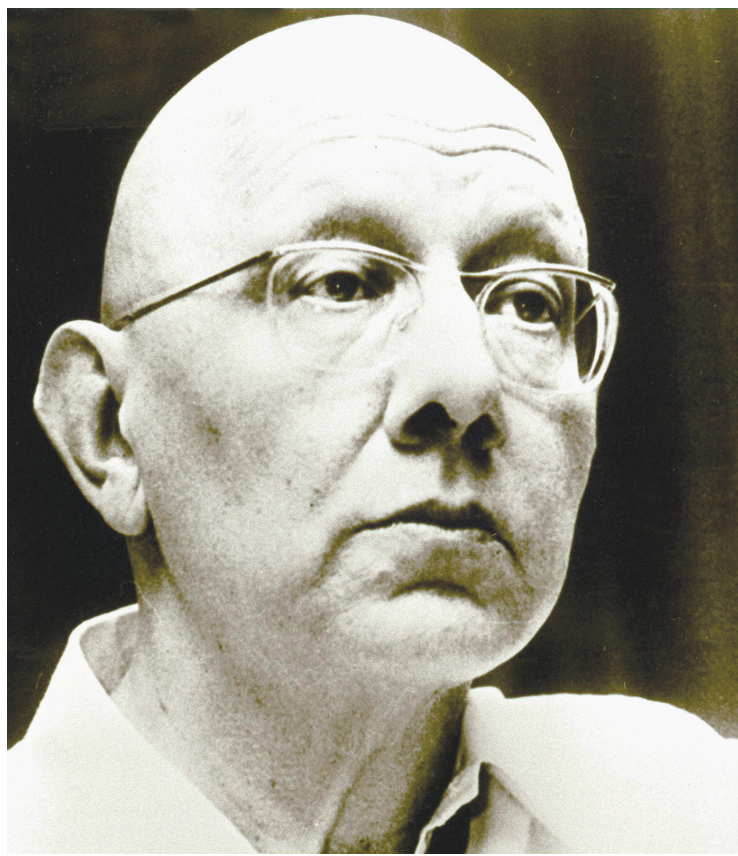
somme, vivons-nous dans un univers éclaté dont la fête de Noël est l'illustration exemplaire ou plutôt dans une société fortement encadrée et dont Noël est précisément l'une des instances de régulation?

Renversons un instant la perspective en considérant que ces différents Noëls participent d'un seul et même imaginaire collectif. Dès lors, ne faudrait-il pas considérer que les heures passées au centre d'achat tout autant que le *Minuit, chrétiens* entonné à l'église du quartier forment un seul et même Noël imaginaire qui existe pour nous, pour tous et malgré tout?

Imaginaire de Noël et de société

C'est à tout le moins l'un des chemins que les travaux de Cornélius Castoriadis (1922-1997) nous invitent à emprunter. Philosophe, économiste et psychanalyste, il demeure un personnage incontournable pour qui s'intéresse à la sociologie de l'imaginaire. Dans *L'institution imaginaire de la société* (Seuil), ouvrage publié en 1975 et présenté comme un incontournable, Castoriadis cherche à élucider le processus d'« auto-institution » de la société. La notion d'imaginaire à laquelle il aura recours, comme d'autres, n'est pas associée au « fictif », au « spéculaire » ou au « reflet ». Il le précise d'emblée: « *L'imaginaire dont je parle n'est pas image de. Il est création incessante [...] de figures/formes/images à partir desquelles seulement il peut être question de quelque chose. Ce que nous appelons réalité et rationalité en sont les œuvres.* »

Pour comprendre la société, Castoriadis nous propose donc de considérer qu'elle est instituée par un facteur unifiant. Cette unité imaginaire est l'illusion nécessaire qui permet de créer un espace commun de références guidant les gestes et les actions, déterminant le vraisemblable et le valable. C'est dans et par cette unité imaginaire que non seu-



AGENCE FRANCE-PRESSE

Cornélius Castoriadis, en 1982

lement les membres d'une société se voient accorder une place, mais que la société existe comme société et non comme cumulum d'individualités. C'est dire que pour Castoriadis, l'univers social ne se réduit pas à une réponse à des besoins (fonctionnalisme) ou à une combinatoire d'éléments récurrents (structuralisme), mais à une organisation de significations. « *Toute société jusqu'ici a essayé de donner une réponse à quelques questions fondamentales: "Qui sommes-nous, comme collectivité?" "Que sommes-nous, comme pour les autres?" "Où et dans quoi sommes-nous?" "Que voulons-nous, sans ces "définitions", il n'y a pas de monde humain, pas de société et pas de culture — car tout resterait chaos indifférencié. Le rôle des significations imaginaires est de fournir une réponse à ces questions.* »

Si la société est institution d'un magma de significations imaginaires sociales, ce qui fait son identité et son unité est la spécificité de ces significations et la particularité de leur agen-

Unification du monde que cette culture de la consommation induit se trouve à fixer le sens de l'aventure humaine, à imposer des modes de relations sociales, à définir le vraisemblable et le valorisé. Comme pour tout imaginaire, le nôtre a pour fonction d'éviter le chaos en organisant la vie.

Qu'il en soit ainsi ne réduit en rien le défi d'élaboration du sens. Au contraire. S'il faut être critique des aliénations que cette régulation entraîne, cette critique demeurera vaine si elle ne peut reconnaître l'humanité qui s'y joue. Disons-le plus clairement: tout aussi vertueux soit le fait de dénoncer le culte que voue notre belle-sœur aux dieux du commerce, le cadeau douteux qu'elle nous offrira à Noël n'en demeure pas moins porteur de signification. A travers les réseaux symboliques disponibles, elle cherche à se dire et à se construire. N'est-ce pas la raison première de nos festivités?

Sens et symbolisme

L'un des mérites des travaux de Castoriadis est aussi d'attirer l'attention sur le fait que « *tout ce qui se présente à nous, dans le monde social-historique, est indissociablement tissé au symbolique* ». Porté par des institutions (des normes, des valeurs, un langage, des outils, des procédures...), le symbolique associe l'objet ou le geste à un signifié. Il impose ainsi des représentations, des obligations, des significations. Du travail au titre de propriété, d'un arrêt du tribunal aux planifications de mesures économiques (d'austérité?), toutes ces réalités appartiennent à l'ordre du symbolique, soutient-il.

Symbolisme et imaginaire social sont donc étroitement liés: pour se dire, l'imaginaire utilise le symbole et l'image; le symbolisme utilise l'imaginaire à son tour en donnant à comprendre ce que l'objet ou le geste représentent, au-delà de ce qu'ils sont physiquement ou matériellement.

On peut penser qu'il n'en va pas autrement pour Noël. Le dessert acheté à la hâte comme l'emballage-cadeau en matières recyclées, les kilomètres parcourus dans le rallye de soupers de famille comme le verre de lait et le biscuit déposés près du sapin, la suren-

« *Toute société jusqu'ici a essayé de donner une réponse à quelques questions fondamentales: "Qui sommes-nous, comme collectivité?" "Que sommes-nous les uns pour les autres?" [...] Sans la "réponse" à ces "questions", sans ces "définitions", il n'y a pas de monde humain, pas de société et pas de culture — car tout resterait chaos indifférencié.* »

Extrait de *L'institution imaginaire de la société*, de Cornélius Castoriadis

chère de cadeaux comme la guignolée « *sont impossibles en dehors d'un réseau symbolique* ». Bien entendu, en eux-mêmes, ils ne sont pas nécessairement des symboles. Cependant, ils sont ce qu'ils représentent et, *in fine*, ce qu'ils représentent fait leur pertinence.

Le « vrai » sens de Noël?

Considérant cet incontournable symbolisme de Noël et la force de l'imaginaire dominant, qu'est-ce à dire que d'en retrouver le « vrai » sens? Certes, il y a des significations discutables, voire condamnables sans doute, mais non pas moins vraies. La fête, que l'on y saute ou que l'on s'en sauve, n'est pas futile. Ces réseaux symboliques, nous pouvons décider de les intégrer ou de les refuser — pourquoi ne pas mettre fin à l'échange de cadeaux ou fuir le beau-frère sur une plage de Cuba? Néanmoins, le refus ne saura être que parce que nous connaissons le sens de ce que nous refusons.

L'embarras que certains éprouvent à l'approche de Noël ne tient ni à une perte de repères ni à un manque de sens, mais plutôt à un trop-plein et à une concurrence. Voilà. C'est bien en cela que Noël est aujourd'hui consumériste: une surabondance de propositions de sens au sein de laquelle nous sommes obligés de choisir sans pour autant avoir la liberté de choix; à la manière de ces grands magasins qui offrent en quantité des articles indifférenciés et interchangeables.

Création incessante, il en va de l'imaginaire comme du langage. Nous ne créons pas — ou si peu — les mots. La langue s'offre comme un héritage et s'impose à nous. Avec ces mots déterminés par d'autres générations, on porte nos désirs et on fait naître la liberté. Création, désirs et liberté qui sont toujours neufs et qui ne peuvent se vivre qu'au présent... tout comme la nostalgie et la tradition, d'ailleurs.

Des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo